

Les groupes chiites en Irak : enjeux nationaux et dimensions transnationales

Hebatalla Taha, Clément Therme

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2017/4 Hiver , PAGES 29 À 40

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365677578

DOI 10.3917/pe.174.0029

Date de mise en ligne : 13/12/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-4-page-29?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les groupes chiites en Irak : enjeux nationaux et dimensions transnationales

Par **Hebatalla Taha** et **Clément Therme**

Hebatalla Taha est chercheur associé pour le bureau Moyen-Orient de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) à Manama.

Clément Therme est chercheur pour le bureau Moyen-Orient de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) à Manama.

Les milices chiites irakiennes se sont mobilisées rapidement après la déroute de l'armée irakienne face à Daech en 2014. Elles minimisent le rôle joué par les États-Unis dans les reculs actuels de l'organisation djihadiste. Elles entendent peser sur l'avenir de l'Irak, et investissent notamment le champ de l'éducation. Ces milices sont loin d'être unifiées. Si certaines ont des affiliations très claires avec l'Iran, d'autres entretiennent des relations plus distantes avec Téhéran.

politique étrangère

Depuis l'intervention militaire américaine de 2003 et la participation au pouvoir de la majorité chiite, la question sectaire est devenue prégnante en Irak. Elle se pose avec une acuité accrue depuis la fin annoncée du contrôle par Daech de vastes parties du territoire irakien. En effet, dans un Irak post-Daech, il s'agit pour les différents acteurs de la lutte contre l'État islamique de transformer la victoire contre l'ennemi commun en gains politiques. Ainsi l'Iran et ses alliés chiites régionaux entendent-ils contester le pré-carré que Washington pourrait vouloir y créer. La lutte d'influence concerne plus particulièrement la rivalité entre les États-Unis et les milices chiites. Lors des affrontements de Tikrit, Washington a assuré un soutien aérien. Pourtant, le dirigeant de l'organisation Badr, Hadi Al-Ameri, souligne que « c'est nous qui avons refusé l'aide de la coalition internationale, par peur des erreurs de frappe¹ », s'efforçant donc de démontrer que la coalition dirigée par les États-Unis n'a joué qu'un rôle secondaire dans la lutte contre Daech.

1. Déclarations de Hadi Al-Ameri citées par H. Sallon, « Hadi Al-Ameri, l'incontournable chef chiite d'Irak », *Le Monde*, 22 juin 2015, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

À la veille des élections provinciales et parlementaires de 2018, on pourrait assister à une recomposition du camp chiite vers la constitution d'un front moins pro-iranien, avec notamment un possible rapprochement entre le Premier ministre Abadi, l'ancien responsable du Conseil suprême islamique irakien Hakim, et le politique chiite Sadr, pour s'opposer à l'influence de l'ancien Premier ministre Maliki. En septembre 2017, la visite de l'ayatollah Shahroudi, président du Conseil de discernement de la République islamique a aussi montré les limites de l'influence iranienne en Irak, puisque l'ayatollah Sistani n'a pas souhaité le rencontrer, tout comme les partisans de Sadr². Selon les sources officielles iraniennes, cette visite n'était en fait qu'un pèlerinage sur les lieux saints du chiisme, et n'avait pas vocation à unifier les chiites irakiens à la veille des élections de 2018. Cela étant, lors de sa rencontre avec Maliki, l'ayatollah Shahroudi a souligné l'importance du combat contre Daech pour l'Iran, et « le leurre que constitue la prétention des États-Unis à combattre Daech³ ».

Avec l'affaiblissement de Daech, le rôle des combattants des milices chiites, les Hachd al-Chaabi, (Unités de mobilisation populaire) apparaît déterminant pour la stabilisation de l'Irak. Ces unités sont constituées de plus de 100 000 combattants répartis dans environ 67 groupes différents, dont 40 auraient des liens avec l'Iran⁴. La majorité de ces combattants est chiite mais on compte aussi des groupes sunnites et chrétiens⁵. Même si tous s'opposent à l'État islamique, ils sont loin de former une entité cohérente et s'affrontent sporadiquement.

Même parmi les groupes qui utilisent le chiisme dans leur discours politique, des affrontements pour le contrôle de territoires ont eu lieu, de même que pour le contrôle des ressources et des institutions influentes (en particulier les ministères). La montée en puissance des milices chiites ne se traduit donc pas par une concentration du pouvoir

2. A. Mamouri, « Iraq Sends Khamenei's Envoy Back to Iran with Little to Show », *Al-Monitor*, 13 septembre 2017, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

3. Voir le site *Khabar online*, en persan, 7 septembre 2017, disponible sur : <www.khabaronline.ir>.

4. N. A. Heras, « Iraq's Fifth Column: Iran's Proxy Network », Middle East Institute, 17 octobre 2017, disponible sur : <www.mei.edu>. Par ailleurs, en 2016, le budget officiel du gouvernement irakien mentionne 110 000 membres du Hachd recevant un financement gouvernemental direct. Le gouvernement irakien dépense un milliard de dollars par an pour la Commission du Hachd. Voir sur : <www.almadapaper.net>.

5. Le recours de différents groupes à cette institution montre son rôle majeur dans la vie politique et sociale irakienne. Parmi les groupes chrétiens, on peut nommer les Brigades de Babylone, les Unités de protection de la plaine de Ninive, Dwekh Nawsha, et les unités de protection de Qaraqosh. Les plus puissantes des milices chiites ont coopté des groupes non chiites opérant sous la tutelle du Hachd comme la Force Yazidi au Sinjar. Liwa Salahuddin, un groupe sunnite dirigé par Yazan Al-Jabouri, se trouve aussi sous la tutelle du Hachd. On estime le nombre de combattants sunnites à 9 000 dans le Hachd (8 % des 110 000 membres). O. Sattar, « How Iraq's PMU Law Is Disrupting National Unity Efforts », *Al-Monitor*, 14 décembre 2016, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

en une seule entité, mais plutôt par une prolifération de groupes non étatiques armés. La structure même du Hachd permet ces luttes de pouvoir intestines.

Le Hachd comme mouvement social

Plusieurs groupes appartenant au Hachd utilisent le terme *haraka* (mouvement), comme le Harakat Asaïb Ahl al-Haq (AAH), ou le Harakat al-Nujaba. Ces groupes ont une influence socio-culturelle significative dans la société irakienne. Aussi, même s'ils sont techniquement sous la tutelle du gouvernement irakien, ils ont fréquemment instrumentalisé leurs activités militaires aux fins d'influence politique ou de contrôle social. La participation du Hachd à la lutte contre Daech permet aux groupes d'obtenir des concessions du gouvernement irakien et, dans bien des cas, leurs capacités militaires réelles ne sont pas déterminantes pour leur popularité. Du fait de leur mobilisation rapide en 2014, les groupes du Hachd sont perçus comme ayant joué un rôle décisif dans la défaite de Daech et, plus encore, pour la protection des lieux saints. Cette défense des lieux saints leur a valu le surnom de *al-Hachd al-muqaddas* (« mobilisation sacrée⁶ »).

Le Hachd a voulu responsabiliser et émanciper les individus dans la vie locale : pour beaucoup d'Irakiens, il symbolise le courage de jeunes hommes des quartiers populaires qui ont pris les armes pour sauver leur pays. Renad Mansour, chercheur à Chatham House, estime que 75 % des hommes entre 18 et 30 ans originaires de provinces à majorité chiïte ont rejoint le Hachd. La popularité de ce dernier dépasserait celle de l'armée⁷.

Certains groupes sont alignés sur les positions iraniennes et sont, sur le plan opérationnel, sous tutelle de la force Qods. D'autres ont des liens avec des partis politiques irakiens, enfin certains groupes se sont formés suite à la publication de la *fatwa* du grand ayatollah Sistani au lendemain de la prise de Mossoul par Daech. Cette *fatwa* de juin 2014 appelle les « citoyens [irakiens] en capacité de prendre les armes et de combattre les terroristes à défendre leur pays, le peuple et les lieux saints en rejoignant volontairement les forces de sécurité⁸ ».

6. Hassan Abbas décrit les places de marché, de Nadjaf à Samarra, comme étant jalonnées de bannières recouvertes de photographies de martyrs du Hachd. H. Abbas, « The Myth and Reality of Iraq's Al-Hachd Al-Shaabi (Popular Mobilization Forces): A Way Forward », Friedrich-Ebert-Stiftung, septembre 2017, p. 7, disponible sur : <<http://library.fes.de>>.

7. R. Masnour, « The Popularity of the Hachd in Iraq », Carnegie Middle East Center, 1^{er} février 2016, disponible sur : <<http://carnegie-mec.org>>.

8. Le texte de la *fatwa* est disponible en ligne sur : <www.sistani.org>.

En dépit d'une formulation prudente, la *fatwa* a été utilisée comme argument en faveur de l'institutionnalisation de la structure du Hachd. De plus, ces groupes ont utilisé la *fatwa* pour donner une légitimité religieuse à leur propre existence, et assurer au Hachd une dimension sacrée – ce qui définit et oriente leur fonction sociale. Ils ont évolué comme une entité distincte au sein des forces de sécurité, en maintenant un certain niveau d'indépendance qui leur permet de défier le contrôle et les directives du gouvernement.

Les groupes qui ont plus particulièrement retenu notre attention sont alignés sur l'Iran : Kataeb Hezbollah (KH), et le réseau Khazali (AAH). Établi en 2003, KH est dirigé par Abou Mahdi Al-Muhandis et déclare disposer de plus de 30 000 combattants. AAH est dirigé par Qais Al-Khazali, allié de l'ancien Premier ministre Nouri Al-Maliki, qui continue à jouer un rôle important dans la vie politique irakienne. Ce groupe est issu d'une scission, en 2004, de l'armée du Mahdi (*Jaysh al-Mahdi*) de Moqtada Al-Sadr, dissoute en 2008. C'est en effet à cette date que Sadr décide de transformer son armée en un mouvement politique non violent se concentrant sur des projets éducatifs et sociaux⁹. Avec le déclin de l'État islamique en Irak, ces deux groupes se concentrent de plus en plus sur des activités non militaires, dans une perspective de construction de l'État (*state building*).

Toutefois, ils n'ont pas pour autant abandonné leurs activités militaires, comme le montre la reconquête de Kirkouk au mois d'octobre 2017. Le travail effectué par ces groupes dans les domaines culturel et éducatif traduit leur volonté d'investir dans le long terme. Autrement dit, ils ne se contentent pas de victoires militaires conduisant à la reprise des territoires mais ils souhaitent aussi conquérir les cœurs et les esprits. La question qui demeure est de savoir si cette vision du Hachd peut s'accorder avec les objectifs de l'État irakien, ou si elle résulte de loyautés transnationales.

Le Hachd dans le champ politique irakien

Tout au long de l'année 2016 le gouvernement irakien a publié des décrets faisant du Hachd une entité para-étatique particulièrement influente sur les institutions de l'État irakien. Le 26 novembre 2016, le parlement a voté une loi transformant le Hachd en corps militaire indépendant de l'armée régulière et des forces de police. Le Hachd est ainsi placé sous l'autorité

9. Al-Jaysh Al-Mahdi assure la sécurité dans les quartiers sadristes. Pour une analyse d'Al-Jaysh Al-Mahdi, voir N. Krohley, *The Death of the Mehdi Army: The Rise, Fall, and Revival of Iraq's Most Powerful Militia*, Londres, Hurst, 2015.

du Premier ministre et non du ministre de la Défense. Sa dépolitisation est prévue par la loi, qui place les milices sous la tutelle du gouvernement tout en interdisant les liens explicites avec des partis politiques. Mais la loi ne touche pas aux arrangements *ad hoc* qui sous-tendent le fonctionnement du Hachd. Cette structure demeure hors du champ de la responsabilité civile et n'opère pas sous le commandement de l'armée, tout en bénéficiant de ses ressources et d'une crédibilité militaire certaine. Cette couverture légale est une garantie pour le Hachd, qui réduit la probabilité d'une démobilisation, d'un désarmement et d'une réintégration complète au sein de l'État.

Cette loi a été critiquée : elle placerait le Hachd dans une position comparable à celle des Gardiens de la révolution iraniens¹⁰. L'intérêt iranien à préserver les milices chiïtes a d'ailleurs été constant : le Guide suprême Ali Khamenei a lancé un avertissement contre toute mesure pouvant affaiblir la structure du Hachd¹¹. Néanmoins, le AAH et le KH estiment tous deux qu'ils évoluent dans un environnement hostile. Ainsi se pensent-ils engagés dans une lutte existentielle contre les États-Unis et les pays du Golfe, en particulier l'Arabie Saoudite. L'ancien ambassadeur d'Arabie Saoudite en Irak, Thamer Al-Sabhan, a décrit les milices chiïtes comme des « organisations terroristes », provoquant un scandale dans le pays¹². Ces groupes s'inquiètent des tentatives du Premier ministre Abadi visant à réduire leur influence, ainsi que de sa politique de coopération avec les États-Unis et d'autres pays pour contrebalancer l'influence iranienne. Ainsi, depuis juin 2017, le rapprochement en cours entre l'Irak et l'Arabie Saoudite menace l'existence même du Hachd, suscitant de nombreuses spéculations quant à un « pivot » d'Abadi vers Riyad.

Abadi propose une intégration du Hachd dans l'armée

Du point de vue d'Abadi, la structure du Hachd s'est parfois trouvée en concurrence ou en opposition avec les objectifs de l'État irakien, en particulier s'agissant de la reconstruction de l'appareil de sécurité et de l'affirmation d'un monopole de l'usage de la force. Le Hachd constitue un obstacle à la stratégie d'Abadi de reconstruction des forces de sécurité irakiennes, qui ont perdu la confiance de l'opinion après leur effondrement face à Daech. Abadi

10. Un membre sunnite du parlement, Raad Al-Dahlaki, explique ainsi : « Je ne comprends pas pourquoi nous avons besoin d'une force alternative à l'armée et à la police. Comme c'est le cas actuellement, cela constituerait quelque chose qui ressemble aux Gardiens de la révolution. » Déclarations citées dans « Iraqi Parliament Passes Contested Law on Shi'ite Paramilitaries », *Reuters*, 26 novembre 2016, disponible sur : www.reuters.com.

11. « Al imam al-khamenei: al-Hachd al-shaabi thawra 'azima wa-kinz kabir yanghabi da'mu wa-tazizuh », *Kata'ib Hizbullah*, 11 décembre 2016, disponible sur : www.kataibhizbollah.com.

12. M. Saadoun, « Saudi Ambassador's Comments on Popular Mobilization Units Stir Ire of Iraqis », *Al-Monitor*, 11 février 2016, disponible sur : www.al-monitor.com.

propose une intégration du Hachd dans l'armée. Mais plusieurs propositions susceptibles de modifier l'organisation du Hachd, comme la loi sur la Garde nationale ou la tentative de réintroduire la conscription, ne sont pas allées à leur terme. De plus, la poursuite de l'engagement militaire en Syrie de certains groupes (la plupart alignés sur l'Iran) appartenant au Hachd, contredit la position irakienne officielle de neutralité par rapport au conflit syrien. Cela nuit aussi à la diplomatie publique d'Abadi, qui présente ces groupes comme étant pleinement sous le contrôle de l'État irakien¹³. La question de l'engagement en Syrie pose donc le problème des allégeances des factions du Hachd, et de l'influence qu'exerce l'Iran sur ces mouvements.

La volonté d'Abadi de renforcer les institutions étatiques rencontre le programme de Sadr de lutte contre la corruption et pour la réforme de l'État. Sadr a une relation compliquée avec l'Iran, et son voyage en Arabie Saoudite, au mois d'août 2017, au cours duquel il a rencontré le prince héritier Mohammed ben Salman suscite le débat. La première interprétation insiste sur son programme, centré sur le nationalisme irakien et la lutte contre la corruption. Ce projet trouve d'ailleurs un écho dans la population irakienne, comme le montrent les manifestations organisées par sa faction sur la place Tahrir de Bagdad, qui ont réuni des centaines de milliers de personnes¹⁴. La seconde interprétation met en évidence les limites de l'indépendance du mouvement sadriste, et son lien indéfectible avec les autres groupes chiites et leur parrain iranien. Dans cette perspective, Sadr serait un moyen pour Téhéran d'essayer d'améliorer ses relations avec Riyad au travers d'une médiation irakienne. En effet, Sadr est à la tête du groupe Saraya al-Salam, qui fait partie du Hachd. Cela ne l'a néanmoins pas empêché d'appeler à la dissolution du Hachd, et à la fermeture de ses bureaux, tout en défiant l'autorité des chefs des principaux groupes du Hachd¹⁵.

Les projets en matière d'éducation

Au mois de décembre 2016, le Hachd a annoncé l'établissement de l'université Shuhada (« des martyrs¹⁶ »). Cette université publique affiliée au Hachd applique les instructions du ministère de l'Enseignement supérieur

13. Le 4 juillet 2017, au cours d'une conférence de presse, Abadi a demandé à ces groupes du Hachd de ne pas entrer sur le territoire syrien, la Syrie étant enlisée dans un conflit régional. « Al-mu'tamar al-sahafi al-isbou'i li-ra'is al-wuzara, doctor Haidar al-Abadi, yawm 4 7 2017, 'Al-maktab al-i'lami li-ra'is al-wuzara », 4 juillet 2017, disponible sur : <www.youtube.com>.

14. « Iraq: Sadr Supporters in Mass Protest for Political Reform », BBC, 26 avril 2016, disponible sur : <www.bbc.com>.

15. Contrairement aux groupes directement affiliés à l'Iran, Sadr a refusé d'envoyer des troupes combattre en Syrie, et a appelé à la démission d'Assad. « Sadr Becomes The First Iraqi Shi'ite Leader to Urge Assad to Step Down », *Reuters*, 9 avril 2017, disponible sur : <www.reuters.com>.

16. « Hay'a al-Hachd al-sha'bi ta'lan 'an aliyat al-tarshih wal-qubul fi jama'at al-shuhadaa », *Badr News*, 1^{er} décembre 2016, disponible sur : <<http://badrnews.net>>.

et des affaires scientifiques. Elle se présente comme une « porte d'entrée vers la science pour les moudjahidines du Hachd, ce qui leur permettra de devenir des cadres actifs dans la construction de l'Irak du futur¹⁷ ». L'un des slogans utilisés est : « C'est avec le sang des martyrs que la nation s'affirme. » Les candidatures sont limitées aux seuls combattants du Hachd, même s'ils sont sélectionnés sur des critères universitaires. Le site internet explique qu'il n'y a actuellement pas de privilèges pour les familles des martyrs, mais qu'un système de récompense sera mis en place pour ces derniers dans le futur.

De plus, le groupe AAH a mis en place un réseau de syndicats étudiants (*al-Hachd al-jami'i*) – système qui a été perçu comme une réplique du modèle iranien¹⁸. Khazali a présidé une conférence sous le slogan « Le Hachd reste et restera », qui rassemblait des groupes d'étudiants d'universités irakiennes de plusieurs gouvernorats¹⁹. Il estime que le but de ces syndicats est d'organiser les rangs et les positions (en comparant les syndicats avec les factions militaires du Hachd), et de définir des objectifs, des moyens et des mécanismes pour unir les efforts et les énergies des étudiants.

Il résume ainsi les sept principaux points à suivre par les syndicats :

- leur culture est la même que la culture du Hachd, « construit sur l'amour de la nation, le sens des responsabilités (l'engagement à respecter), les obligations légales (de la loi islamique) », et entendant effectuer des efforts sur la base du volontariat ;
- le syndicat soutient le Hachd dans les médias et auprès de la population ;
- il assiste le Hachd sur le plan logistique, de l'université aux terrains de batailles ;
- l'université constitue une réserve de combattants du Hachd ;
- le syndicat assiste les étudiants sur tous les sujets ;
- il éduque les étudiants sur les plans culturel et idéologique ;
- il reflète positivement les vertus et valeurs morales en rapport avec celles qui sont au cœur de l'éthique arabe et islamique, c'est-à-dire l'amour véritable pour l'autre et la générosité.

Ces thèmes font écho aux questions évoquées lors d'une seconde conférence, en septembre 2017, dirigée par Khazali²⁰. Selon la déclaration du groupe AAH, Khazali estime que les seules entités qui représentent « aujourd'hui la ligne islamique authentique sont la *marja'iyya*, le Hachd,

17. Voir sur : <<https://ar-ar.facebook.com>>.

18. H. Al-Shanoun, « Shiite Militias Prepare for Education "Revolution" in Iraq », *Al-Monitor*, 17 avril 2017, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

19. Asaïb Ahl al-Haq, déclaration officielle, 17 mars 2017, disponible sur : <<http://ahlualhaq.com>>.

20. Asaïb Ahl al-Haq, déclaration officielle, 9 septembre 2017, disponible sur : <<http://ahlualhaq.com>>.

les syndicats des universités affiliés au Hachd ». Il fait aussi référence à une guerre des identités, qui vise à combattre la religion, les valeurs, la connaissance et la géographie, et qui mettra fin à l'identité irakienne²¹. Il faut donc, selon lui, « protéger notre identité irakienne, comme les frères du Hachd se battent pour défendre la terre natale et les mausolées²² ». L'université du Hachd doit avoir une influence et être active dans chaque université. La visite de Khazali aux universités irakiennes a attiré l'attention en avril 2017, quand ses gardes du corps ont attaqué des étudiants manifestant en chantant des slogans anti-iraniens, et qui seraient issus des rangs communistes à l'université de Qadisiyah. Quelques heures après cet incident, les quartiers généraux du Parti communiste de cette région ont été attaqués²³. Même si le groupe AAH a nié être responsable de ces actes de violence, ces événements sont devenus emblématiques des tensions entre partis religieux comme l'AAH et partis séculiers quant au futur de l'Irak.

Les questions culturelles

En septembre 2017, le groupe KH a publié une déclaration décrivant sa vision pour des institutions culturelles promouvant l'identité irakienne. Lors d'une rencontre entre un membre de son bureau politique, Mustafa Al-Daraji, et un émissaire du ministère de la Culture, Jaber Al-Jaberi, Daraji a souligné que les institutions gouvernementales et non gouvernementales avaient un grand rôle à jouer en Irak compte tenu de « l'agression culturelle à laquelle l'Irak a dû faire face ces dernières années et qui visait à éliminer sa culture²⁴ ». En réaction à ce qu'il percevait comme de l'impérialisme culturel, KH résume ainsi son rôle dans le processus de construction du nouvel État irakien : « Nous, au sein du

Le rôle du djihad dans la reconstruction de l'Irak

Kataeb Hezbollah, avons notre vision culturelle, qui a été développée depuis le début de notre travail de djihad. Les institutions culturelles du Kataeb sont à la pointe de nos meilleures institutions, et elles font partie de la production intellectuelle et des supports culturels. Notre djihad intellectuel et culturel n'est pas moindre que notre djihad militaire²⁵. »

Jaberi a salué la « vision djihadiste du Kataeb Hezbollah » ajoutant que cette volonté « contribue à la construction de l'État²⁶ ». En mars 2017, KH a décrit une rencontre avec le gouverneur de Bagdad, Atwan Al-Atwani

21. *Ibid.*

22. *Ibid.*

23. M. Habib, « Going Against God: Iraq's Religious Militias Push Back Against a Communist Revival », *Niqash*, 17 mai 2017, disponible sur : <www.niqash.org>.

24. Kataeb Hezbollah, déclaration officielle, 21 septembre 2017, disponible sur : <www.kataibhezbollah.com>.

25. *Ibid.*

26. *Ibid.*

au cours de laquelle Daraji a réaffirmé les efforts de son groupe pour accroître son rôle dans les « zones défavorisées » de l'Irak. Ces régions « ont offert de nombreux jeunes comme martyrs contre les forces *takfiri*²⁷ ». Daraji a également remarqué que « les réalisations au niveau militaire contre les attaques des *takfiris* ne sont pas suffisantes, à moins qu'elles soient accompagnées par un programme englobant sur les plans culturel, intellectuel et économique ». Il a enfin relevé que les activités de KH visent à combattre « les projets étrangers destructeurs²⁸ ». Le groupe est plus particulièrement préoccupé par les questions liées à la reconstruction qui pourraient permettre à des acteurs internationaux de peser sur l'avenir politique de l'Irak.

Le groupe KH place la « culture du djihad et du sacrifice au centre du projet de construction du futur Irak ». Daraji insiste sur le besoin de préserver le modèle d'organisation du Hachd, et de s'assurer que « le djihad joue un rôle dans la reconstruction du pays²⁹ ». KH s'engage devant l'opinion publique, en tant qu'organisation politique, à choisir les plus « compétents et dévoués sans tenir compte de leur affiliation [sectaire et politique]³⁰ ». Il cherche à se construire une fonction originale en soutenant un État faible et en détournant l'État de ses responsabilités.

Alors que, formellement, KH soutient le processus de construction de l'État, cet objectif atteste en réalité de sa volonté de renforcer son propre pouvoir. La question demeure de savoir si cette vision peut cohabiter avec les objectifs de l'État irakien ou si elle va continuer à refléter des loyautés infranationales ou transnationales. Dans l'organisation actuelle du Hachd, où le pouvoir est très fortement décentralisé, ces groupes vont probablement continuer à avoir des conflits non seulement avec l'État mais aussi entre eux.

La dimension transnationale : l'exemple des relations avec l'Iran

L'Iran souhaite-il créer un nouvel « Hezbollah » en Irak ? Cela n'a pas été possible en Syrie en raison de l'absence de communauté chiite duodécimaine significative. L'existence d'une majorité chiite en Irak n'est pas une condition suffisante à la réussite d'un tel projet. De plus, la diversité des groupes du Hachd, ainsi que la difficulté pour l'Iran d'imposer ses volontés aux acteurs chiïtes arabes irakiens, laisse présager du contraire. En effet, si l'intervention militaire américaine de 2003 a bien favorisé la communauté

27. Disponible sur la page des affaires politiques de KH sur Facebook (en arabe), disponible sur : www.facebook.com.

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

chiite d'Irak (60 % de la population), et mis fin à l'accaparement de l'appareil d'État par la minorité sunnite, force est de constater que Téhéran a agi de manière pragmatique pour favoriser le changement de régime et l'accession de l'opposition au régime de Saddam Hussein au pouvoir, l'un de ses ennemis régionaux les plus dangereux. Le renversement du régime irakien par Washington a constitué une victoire pour Téhéran, qui poursuivait cet objectif depuis la première guerre du Golfe (1980-1988). L'échec du projet de démocratisation de l'Irak tel que défini par l'administration Bush a provoqué une montée des sentiments anti-américains au Moyen-Orient et l'exacerbation des tensions sectaires.

Si Téhéran soutient le nouvel État irakien, le traumatisme de l'invasion irakienne de l'Iran en 1980 demeure. En conséquence, l'objectif premier de la diplomatie iranienne est d'empêcher la réémergence d'une menace irakienne. Pour ce faire, il s'agit pour Téhéran de « maintenir l'Irak dans une relation de dépendance³¹ ». Cette influence iranienne tient avant tout aux liens tissés entre la nouvelle élite politique irakienne et la République islamique d'Iran dans les années 1980. Durant leur exil politique en Iran, les personnalités irakiennes de l'opposition ont tissé des réseaux personnels entre les deux pays, qui sont apparus au centre du jeu politique après le renversement de Saddam Hussein en 2003. Il existe aussi des réseaux transnationaux religieux, et une compétition entre Nadjaf et Qom pour la définition des relations politico-religieuses dans les mondes

Le traumatisme de 1980 demeure

chiites. Une influence religieuse irakienne peut être observée en Iran, avec notamment l'ayatollah Sistani, considéré comme l'ayatollah le plus populaire parmi les croyants chiites iraniens. Cependant la *marja'iyya* de l'ayatollah Ali Sistani ne se présente pas comme une alternative au modèle religieux de la République islamique (*velayat-e faqih*, la tutelle du juriste-théologien), mais plutôt comme un exemple de la diversité religieuse dans les mondes chiites. Enfin, pour justifier la participation de l'Iran à la lutte contre Daech en Irak à travers les milices chiites, le discours politique iranien explique qu'il est préférable de combattre Daech en Syrie et en Irak plutôt qu'à l'intérieur des frontières iraniennes³².

La question des combattants chiites en Irak et en Syrie fait l'objet de débats en Iran. Présentés dans un premier temps comme les « protecteurs des lieux saints », il est désormais possible de mentionner leurs actions

31. T. Dodge, *Iraq: From War to a New Authoritarianism*, Londres, International Institute for Strategic Studies, 2012, p. 186.

32. « If Not in Syria, We Should Have Fought Takfiris in Iran: Leader », *Press TV*, 5 janvier 2017, disponible sur : <www.presstv.com>.

dans le cadre de ce que Téhéran appelle la « lutte contre le terrorisme *takfiri* ». En mars 2017, le nombre de « martyrs » tombés au combat en Irak et en Syrie s'élevait à 2 100³³. Ce chiffre tient compte des conseillers et des combattants chiïtes étrangers, comme les *hazaras* afghans et pakistanais. On compte dix généraux iraniens tués en Syrie et en Irak³⁴.

Cette nouvelle dimension sectaire de la politique régionale de l'Iran apparaît en 2003 en Irak, et au niveau régional à partir des révoltes arabes de 2011. Elle est le produit de la double légitimité qui coexiste au sein de l'État iranien. D'un côté, depuis l'élection du président Rohani, la diplomatie iranienne s'efforce de promouvoir les intérêts nationaux de l'Iran. Pour ce faire, les pragmatiques placent leurs interventions régionales sous la bannière de la lutte contre le terrorisme, et présentent leur pays aux Occidentaux comme un partenaire dans la lutte contre Daech. D'un autre côté, les institutions liées au Guide suprême, notamment les Gardiens de la révolution, donnent la priorité à la promotion des « valeurs » de la Révolution islamique, ce qui transparaît dans les projets culturels et éducatifs des acteurs chiïtes irakiens. Ce prosélytisme religieux renforce les tensions sectaires préexistantes en Irak. Cette émergence d'un chiïsme paramilitaire³⁵ n'apparaît néanmoins pas clairement dans le discours officiel de la République islamique, qui insiste sur le rôle des États souverains dans la résolution des crises régionales.

Par ailleurs, Téhéran ainsi que les groupes KH et AAH considèrent les djihadistes sunnites comme des *takfiris* (excommunicateurs), et proposent une justification religieuse pour les combattre dans le cadre d'un « djihad défensif ». Même si certaines milices chiïtes utilisent le mot « djihad » pour mobiliser les combattants, le concept de djihadisme tel que défini dans la littérature occidentale n'apparaît pas pertinent pour comprendre leurs actions iraniennes en Irak. En effet, les théologiens chiïtes n'ont qu'un rôle marginal dans l'élaboration de l'idéologie djihadiste à l'époque contemporaine.

Le paradoxe de la politique régionale de plus en plus sectaire de l'Iran est d'affaiblir l'idéologie khomeyniste qui visait l'ensemble des musulmans. En effet, le rejet du chiïsme paramilitaire parmi les populations

33. « 2,100 Iran Fighters Killed in Iraq, Syria: Official », *Al-Monitor*, 7 mars 2017, disponible sur : <http://al-monitor.com>.

34. Y. J. Bob, « Iran Loses Thousands. 10 Generals in Iraq-Syria Wars », *The Jerusalem Post*, 19 mars 2017, disponible sur : www.jpost.com.

35. C. Verleuw, « Le chiïsme paramilitaire. Menace stratégique oubliée ou occultée », *Sécurité Globale*, vol. 10, n° 2, 2007, p. 35-157.

arabes sunnites d'Irak est désormais un défi pour le *soft power* régional de Téhéran. Une conséquence inattendue de cette nouvelle politique régionale iranienne est le rapprochement entre Israël et l'Arabie Saoudite. Cela ne signifie pas pour autant que les discours israéliens et saoudiens sur le « Daech chiite » reflètent une réalité socio-politique. Ils sont davantage l'expression des peurs suscitées par l'effondrement des États irakien et syrien, et par la capacité de la République islamique à rester un acteur central dans le monde arabe à travers ses *proxies*.

Au-delà des divisions sectaires, régionales et ethniques, le Hachd doit avant tout être analysé dans le contexte de la société irakienne et de l'histoire du pays. Il apparaît aussi indispensable de comprendre ces mouvements chiites sans se focaliser exclusivement sur leurs activités militaires, et ce pour mieux percevoir leurs objectifs politiques de long terme.



Mots clés

Irak
Iran
Chiisme
Daech